

2. ORDRES PROFESSIONNELS

2.1. Êtes-vous présentement ou avez-vous déjà été membre d'un autre ordre professionnel ou d'un organisme similaire, au Québec ou à l'extérieur du Québec?

- Non**
- Oui**, lequel/lesquels : Barreau du Québec, # membre : _____
 Autre(s) : précisez lequel/lesquels : _____
Adresse(s) : _____

2.2. Si vous avez répondu oui à la question précédente, avez-vous fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou de toute mesure administrative imposée par cet ordre professionnel ou organisme similaire?

- Non**
- Oui**, quand : _____
Pour quel(s) motifs(s) : _____
(Veuillez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents.)

2.3. Si vous avez répondu oui à la question 2.1, devez-vous présentement quelque somme d'argent que ce soit, à cet ordre professionnel ou organisme similaire?

- Non**
- Oui**, montant : _____
Date à laquelle la dette a été contractée : _____
Nature des sommes dues Amende + frais disciplinaires Indemnisation
 Cotisations Autre, précisez : _____
(Veuillez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents.)

2.4. Si vous avez répondu oui à la question 2.1, faites-vous présentement l'objet d'une enquête de quelque nature que ce soit de cet ordre professionnel ou organisme similaire?

- Non**
- Oui**, nature de l'enquête : _____
Depuis quand : _____

2.5. Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus de délivrance de permis ou d'inscription, de tout autre ordre professionnel ou organisme similaire, au Québec ou à l'extérieur du Québec?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous renseignements pertinents pour chaque événement.

3. DOSSIERS DISCIPLINAIRES

3.1. Avez-vous déjà été condamné par un Conseil de discipline, à la suite d'une plainte disciplinaire déposée devant un Conseil de discipline d'un ordre professionnel ou de tout autre organisme similaire, au Québec ou à l'extérieur du Québec?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, quelle était la nature de la décision et de la sanction. _____

(Veuillez joindre une copie conforme des documents pertinents.)

3.2. Faites-vous présentement l'objet d'une plainte disciplinaire?

Non

Oui, pour quel(s) motif(s) : _____

4. DOSSIERS JUDICIAIRES

4.1. Avez-vous déjà été déclaré coupable d'une infraction criminelle au Canada?

Non

Oui, en ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____ c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____ f) Sentence : _____

(Veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle.)

g) Veuillez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

Dénonciation ou acte d'accusation Jugement ou procès-verbal de la décision

Tout autre document pertinent. Spécifiez : _____

(Veuillez joindre une annexe s'il y a plus d'une infraction.)

4.2. Avez-vous déjà été déclaré coupable d'une infraction criminelle à l'étranger?

Non

Oui, en ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____ b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____ d) Numéro du dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

f) Verdict : _____ g) Sentence : _____

(Veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle.)

h) Veuillez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

Dénonciation ou acte d'accusation Jugement ou procès-verbal de la décision

Tout autre document pertinent. Spécifiez : _____

(Veuillez joindre une annexe s'il y a plus d'une infraction.)

4.3. Relativement à la condamnation dont vous avez fait état ci-haut, avez-vous présenté une demande de réhabilitation (article 3 de la *Loi sur le casier judiciaire*, L.R.C. (1985), ch. C-47) ou son équivalent dans le pays où est intervenue la déclaration de culpabilité?

Non

Oui, si vous avez répondu oui à cette question, votre demande de réhabilitation :

est en cours d'étude a été révoquée

a été refusée a été acceptée

(Veuillez joindre une copie conforme des documents pertinents.)

4.4. Relativement à la condamnation mentionnée ci-haut, avez-vous présenté une demande de clémence royale (article 748 (1) du *Code criminel*, L.R.C. (1985), ch. C-46) ou son équivalent dans le pays où est intervenue la déclaration de culpabilité?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

est en cours d'étude

a été refusée

a été accordée

sans condition

avec conditions

(Veuillez joindre une copie conforme des documents pertinents.)

4.5. À l'exception d'une infraction liée au *Code de la sécurité routière*, avez-vous été déclaré coupable, au Canada, d'une ou de plusieurs infractions pénales en vertu d'une loi provinciale ou fédérale?

PRÉCISIONS :

A) Cette question concerne également toute condamnation pour exercice illégal d'une profession ou l'usurpation d'un titre réservé au membre d'une profession.

B) Cette question ne concerne pas les règlements municipaux adoptés en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, du *Code municipal*, de la *Charte de ville*, de la *Loi sur les communautés urbaines* et d'autres lois connexes (exemple : billet de stationnement, infraction relative au tabagisme) ce qui s'y trouve déjà.

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____ c) Numéro du dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____ f) Sentence : _____

Veuillez joindre une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

le jugement ou le procès-verbal de la décision;

le constat d'infraction ou la dénonciation.

4.6. Avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale au Canada?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____ c) Numéro du dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

(Veuillez joindre une copie de la dénonciation, de l'acte d'accusation ou tout autre document pertinent. Veuillez également joindre une annexe, si vous faites l'objet de plus d'une poursuite.)

4.7. Avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'une poursuite pour une infraction criminelle à l'étranger?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____ b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____ d) Numéro du dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

(Veuillez joindre une copie de la dénonciation, de l'acte d'accusation ou tout autre document pertinent. Veuillez également joindre une annexe, si vous faites l'objet de plus d'une poursuite.)

4.8. Outre les demandes de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, avez-vous fait ou faites-vous présentement l'objet d'une poursuite de nature civile ou de toute autre réclamation en vertu d'une loi provinciale ou fédérale?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____ b) Numéro du dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

4.9. Existe-t-il contre vous, un ou plusieurs jugements inexécutés en matière matrimoniale, civile ou pénale?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____ b) Numéro du dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

4.10. Vérifications d'antécédents judiciaires

Tout demandeur doit démontrer au CCEPN, par prépondérance, qu'il satisfait aux critères relatifs à sa demande, notamment l'article 12 de la *Loi sur le notariat* (RLRQ, c. N-3) qui prescrit que le candidat doit posséder les mœurs, la conduite, la compétence et les qualités requises pour l'exercice de la profession notariale.

Tel que requis aux Règles de procédure, un document original émanant d'un corps de police canadien et daté d'au plus 6 mois.

est joint à la demande.

sera transmis au plus tard 15 jours avant la date prévue d'une séance (CCEPN). À défaut, le dossier sera considéré incomplet et reporté à une séance ultérieure.

(Veuillez vous référer à l'annexe jointe au présent formulaire (page 15) pour la procédure à suivre.)

4.11. Avez-vous vécu plus d'un an à l'extérieur du Canada au cours des dix dernières années?

Non

Oui, dans les pays suivants : _____

Conformément aux *Règles de procédure*, il est possible que soit exigé l'original d'un document daté d'au plus six (6) mois, émanant d'un corps de police ou d'une autorité étatique de chacun de ces pays relativement à vos antécédents judiciaires dans ces pays.

5. FAILLITE

5.1. Avez-vous déjà fait une cession de vos biens ou été mis en faillite?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez joindre l'avis de cession de biens ou l'ordonnance de séquestre rendue contre vous, les bilans ou états financiers relatifs à votre faillite ainsi que, le cas échéant, le rapport du syndic de faillite, le jugement de libération ainsi qu'un budget personnel et professionnel qui démontre, entre autres, les revenus et dépenses projetés reliés à l'exercice de la profession et au type d'activités professionnelles envisagées.

5.2. Avez-vous déjà fait l'objet d'une proposition concordataire (de régime général ou de consommateur) ou êtes-vous soumis aux prescriptions des articles 664 et suivants du Code de procédure civile (dépôt volontaire)?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents.

5.3. Avez-vous été administrateur ou dirigeant d'une société (ou personne morale) qui a fait une cession de ses biens, a été mise en faillite ou a fait une proposition concordataire?

- Non
 Oui, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

5.4. Bureau du surintendant des faillites

Tel que requis aux Règles de procédure, un certificat de recherche des dossiers de faillite et d'insolvabilité, daté d'au plus six mois, a été obtenu auprès du Bureau du surintendant des faillites. (<https://www.ic.gc.ca/app/scr/bsf-osb/ins/login.html?lang=fr>)

- Ce certificat est joint à la demande.

6. RÉGIME DE PROTECTION

6.1. Avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'un régime de protection ou d'une ordonnance garde auprès d'un établissement de santé ou d'un mandat de protection?

- Non
 Oui, dans ce cas, veuillez joindre une copie des jugements rendus.

7. FORMATION ACADÉMIQUE

7.1. Veuillez inscrire, par ordre chronologique, les diplômes ou attestations de formation obtenus, et de même, le nom des institutions les ayant décernés.

(Si l'espace alloué est insuffisant, vous pouvez joindre votre curriculum vitae en annexe.)

ANNÉE	TITRE DU COURS	DIPLÔME/ATTESTATION DE FORMATION	ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

7.2. Veuillez inscrire, par ordre chronologique, les diplômes ou attestations de formation obtenus de même que le nom des institutions les ayant décernés, depuis votre retrait du tableau de l'Ordre.

ANNÉE	TITRE DU COURS	DIPLÔME/ATTESTATION DE FORMATION	ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

8. ACCRÉDITATIONS

8.1. Sous réserve de certaines conditions, l'Ordre peut réattribuer des accréditations que vous déteniez au moment de votre retrait du tableau de l'Ordre. Veuillez cocher celles détenues.

- | | |
|---|--------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Médiation familiale | <input type="checkbox"/> AVI - RDPRM |
| <input type="checkbox"/> Régime de protection | <input type="checkbox"/> AVI - ICPG |
| <input type="checkbox"/> Petites créances | |

8.2. Souhaitez-vous exercer dans un domaine requérant cette (ces) accréditation(s)? Précisez.

8.3. Veuillez indiquer le nombre de mandats réalisés à l'égard de chacun des domaines où une accréditation était détenue, dans les cinq années précédant votre retrait au tableau de l'Ordre.

9. RÉFORMES DU CODE CIVIL DU QUÉBEC ET DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE

9.1. Avez-vous cessé d'être inscrit au tableau de l'Ordre avant le 1^{er} janvier 1994?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, avez-vous suivi les cours relatifs à la Réforme du *Code civil du Québec*?
- Non**
- Oui**, veuillez joindre une preuve à l'effet que vous avez suivi les cours.

9.2. Avez-vous cessé d'être inscrit au tableau de l'Ordre, avant le 1^{er} janvier 2016?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, avez-vous suivi les cours relatifs au nouveau *Code de procédure civile*?
- Non**
- Oui**, veuillez joindre une preuve à l'effet que vous avez suivi les cours, s'ils ont été faits auprès d'un organisme autre que la Chambre des notaires.

10. RETRAIT DU TABLEAU DE L'ORDRE

10.1. Veuillez nous indiquer la date et les motifs qui ont amené votre retrait du tableau de la Chambre des notaires du Québec. (Veuillez joindre une annexe, au besoin)

11. ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES ET AUTRES

11.1. Veuillez décrire de façon complète, par ordre chronologique, toutes vos activités, emplois, occupations et fonctions (juridiques ou autres), depuis le moment de votre retrait du tableau de l'Ordre jusqu'à ce jour, en prenant soin de préciser les dates.

(Vous pouvez joindre votre curriculum vitae.)

ANNÉE	ACTIVITÉS, EMPLOIS, FONCTIONS

12. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

12.1. Avez-vous déjà présenté une demande de reprise du droit d'exercice qui a été refusée par la Chambre des notaires du Québec?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez nous fournir copie de la décision à cet effet.

12.2. Motif(s) de votre demande de reprise du droit d'exercice :

(Veuillez joindre, au besoin, une lettre de motivation à cet effet.)

12.3. a) Domaine(s) du droit dans le(s)quel(s) vous entendez exercer :

b) À quelle date entendez-vous reprendre l'exercice de la profession :

12.4. Encadrement professionnel dans lequel vous entendez exercer :

a) Étude notariale :

seul au sein d'une société (SPA) : _____

seul et avec un/des notaires à mon emploi
 au sein d'une société (SPA) : _____

salarié au sein de l'étude suivante : _____

associé nominal avec : _____

associé au sein de la société en nom collectif suivante : _____

associé au sein de la société à responsabilité limitée (SPA ou SENCRL) suivante :

b) Autre que dans une étude notariale

au sein de l'organisme du secteur public ou para-public suivant : _____

à l'emploi de l'entreprise, compagnie ou coopérative suivante : _____

Autre (précisez) : _____

12.5. Compte en fidéicommiss

Avez-vous l'intention de détenir en fidéicommiss des sommes ou des biens confiés par des clients, dont des avances d'honoraires, dans le cadre de l'exercice de la profession?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, prévoyez-vous être :
- titulaire d'un compte en fidéicommiss;
 - signataire dans le cas d'un compte ouvert au nom d'une société;
 - utilisateur d'un compte en fidéicommiss alors que le titulaire est un autre notaire ou une société et vous avez l'intention d'exercer vos activités professionnelles avec cet autre notaire ou au sein de cette société?

Pour plus de précisions sur le sujet, veuillez consulter le *Règlement sur la comptabilité en fidéicommiss des notaires, (2017) 149 G.O. II, 5457.*

12.6. Avez-vous envisagé qu'un notaire supervise votre pratique?

- Non**
- Oui**, dans ce cas,
- a) indiquez le nom du notaire : _____
 - b) l'encadrement envisagé : _____
 - c) les compétences sur lesquelles la supervision sera exercée : _____

(Veuillez joindre une lettre du notaire superviseur, le cas échéant.)

PRÉCISION :

En vertu de l'article 1 du *Règlement sur les stages de perfectionnement des notaires* et de l'article 12 de la *Loi sur le notariat*, des conditions ou un stage de perfectionnement peuvent être imposés par le CCEPN.

12.7. Si vous avez reçu une offre d'emploi ferme, veuillez en fournir les détails et joindre les documents pertinents :

12.8. Si vous déteniez un greffe avant votre retrait du tableau de l'Ordre, quelles dispositions ont été prises à son égard?

- Est sous garde provisoire Nom du gardien provisoire : _____
- A été déposé* auprès d'une Cour supérieure en totalité en partie
- A été cédé à un notaire en totalité en partie
- District judiciaire : _____
- Avez-vous obtenu le consentement écrit du cessionnaire pour reprendre l'exercice dans le district où le greffe a été cédé?
- Oui** (ci-joint ou déjà transmis à l'Ordre)
- Non** (veuillez compléter et joindre le formulaire « Requête pour continuer ou reprendre l'exercice »)

PRÉCISION :

Un notaire qui souhaite recevoir à nouveau des actes notariés en minute doit reprendre son greffe déposé auprès de la Cour supérieure.

12.9. Quel est le plan de formation que vous avez envisagé pour la mise à jour de vos compétences?

Veillez cibler vos besoins en matière de formation juridique, en indiquant précisément quelle(s) formation(s) pourraient être suivies auprès de toute organisation (université, Chambre des notaires ou autre) pour la mise à jour des habilités, connaissances et compétences professionnelles nécessaires à l'exercice de la profession de notaire, sous l'angle de la protection du public.

À cet effet, veuillez soumettre un plan de formation personnalisé, avec un échéancier (autodiagnostic) en prenant soin de vérifier la disponibilité des formations et la possibilité d'y participer selon l'échéancier envisagé.

12.10. Autres informations (veuillez nous indiquer tout autre renseignement pertinent) :

13. SOMMES DUES À L'ORDRE

13.1. Êtes-vous redevable de sommes à la Chambre des notaires du Québec (fonds d'indemnisation, discipline, arbitrage ou autres)?

Non

Oui, dans ce cas, quel(s) montant(s) : _____
pour quel(s) motif(s) : _____

Toute personne qui présente une demande de reprise du droit d'exercice doit avoir acquitté toutes les sommes dont elle est redevable, au plus tard sept (7) jours avant que la demande soit présentée au Comité sur le contrôle de l'exercice de la profession notariale (CCEPN).

Dans les cas prévus à l'article 18 (3^o) des *Règles de procédure*, une entente de remboursement de certaines sommes peut être signée et prévoir un échéancier de paiement. Le CCEPN est alors saisi du dossier pour étude lorsque 60 % des sommes dues et assujetties à l'entente sont acquittées.

Autorisation à la collecte et traitement des renseignements

Les renseignements recueillis au moyen de ce formulaire ou au moyen de tout formulaire auquel celui-ci réfère, sont nécessaires pour permettre le traitement de votre demande et sont collectés à des fins de protection du public et du contrôle de l'exercice de la profession.

Conformément à ce qui précède, la Chambre des notaires du Québec traite de façon confidentielle les renseignements qu'elle recueille. Les membres du personnel de la Chambre des notaires du Québec pourront accéder à ces renseignements, mais uniquement si leurs fonctions le requièrent.

En signant le présent formulaire, le demandeur autorise toute personne, incluant un professionnel, un employeur actuel ou antérieur et une personne avec laquelle il a entretenu ou entretiens des relations professionnelles ou d'affaires à fournir et à communiquer à la Chambre des notaires du Québec tout document ou renseignement en sa possession le concernant qui directement ou indirectement est susceptible de permettre de vérifier si le demandeur possède les mœurs, la conduite, la compétence et les qualités requises pour l'exercice de la profession de notaire. Cette autorisation est valide pendant toute la période nécessaire à l'étude de la demande.

AFFIRMATION SOLENNELLE

Je, soussigné, _____
domicilié au : _____

déclare ce qui suit :

1. Je suis le demandeur à la présente demande.
2. Tous les renseignements y contenus sont vrais.
3. J'inclus le paiement de **1 207,24 \$** pour les frais d'ouverture de mon dossier et je comprends que ces **frais sont non remboursables**.
4. Si une audition s'avère nécessaire, je m'engage à transmettre la somme additionnelle de **1 724,63 \$**.
5. J'inclus avec ma demande le montant des cotisations exigibles pour l'année courante et je comprends que si ma demande de reprise du droit d'exercice au tableau de l'Ordre ne se concrétise pas (pour rejet, désistement ou autres), ce montant me sera remboursé.
6. J'ai pris connaissance des Règles de procédure du *Comité sur le contrôle de l'exercice de la profession notariale*, ainsi que dispositions législatives et réglementaires applicables à cette demande et je comprends qu'il m'appartient de démontrer que je possède les mœurs, la conduite, la compétence et les qualités requises pour l'exercice de la profession notariale.
7. Je transmets, par courriel, l'**original** de ma demande **dûment signée et assermentée** avec les documents et les **paiements requis encaissables au dépôt de la demande**, tels qu'identifiés au présent formulaire.

ET J'AI SIGNÉ à _____
ce _____

Demandeur

AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT devant moi à

_____,
ce _____ jour du mois de _____
deux mille _____ ()

Notaire ou personne habile à recevoir l'affirmation solennelle

Imprimer en noir, signer et transmettre à l'Ordre.

Chambre des notaires du Québec
Direction Secrétariat et services juridiques
101-2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Pour le suivi de votre demande, communiquer avec :

Madame Diana Cardoso
Secrétariat de l'Ordre
Tél. : 514-879-1793 ou 1-800-263-1793, poste 5923
Courriel : diana.cardoso@cnq.org

VÉRIFICATIONS D'ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES *

LIEUX DE RÉSIDENCE	LIEUX DU SERVICE / PROCÉDURE	COÛTS	DÉLAIS
Agglomération de Québec	Postes de police de la SPVQ identifiés au site : http://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/police/verification_antecedents/index.aspx Il faut se présenter en personne afin de remplir le formulaire et présenter deux pièces d'identité, dont une avec photographie.	66 \$	Moins de 14 jours
Île de Montréal	Se présenter au Quartier général du SPVM 1441, rue Saint-Urbain, Montréal, Québec H2X 2M6 Lundi au Vendredi, de 9 h à 16 h 30. Le comptoir est fermé les jours fériés. Il faut se présenter en personne afin de remplir le formulaire et présenter deux pièces d'identité, dont une avec photographie.	105 \$	6 à 10 semaines
Municipalité desservie par une firme accréditée par la GRC	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre rendez-vous avec la firme accréditée - Se présenter avec deux pièces d'identité, dont une avec photo; - Faire prélever des empreintes digitales; <p>Liste des municipalités desservies par des firmes accréditées par la GRC http://www.sq.gouv.qc.ca/services-en-ligne/verification-casier-judiciaire/documents/tableau-liste-municipalites-grc.pdf</p> <p>Liste des firmes accréditées par la GRC http://www.sq.gouv.qc.ca/services-en-ligne/verification-casier-judiciaire/documents/tableau-listes-firmes-grc.pdf</p>	Les firmes accréditées par la GRC réclament entre 45 \$ et 80 \$ environ selon le service demandé (ce montant comprend le 25 \$ exigé par le Receveur général du Canada via la GRC).	<ul style="list-style-type: none"> - 5 à 7 jours, si pas de casier judiciaire; - 45 à 120 jours, dans les autres cas.
Municipalité non desservie par une firme accréditée par la GRC : ↙ Bas-Saint-Laurent ↙ Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine ↙ Abitibi-Témiscamingue ↙ Côte-Nord	<p>Dans ces cas uniquement, la Sûreté du Québec prend les empreintes digitales du candidat, lui fournit un dactylogramme sur un document papier, puis le dirige vers une firme accréditée par la GRC pour la conversion électronique des empreintes digitales et leur transmission électronique à la GRC.</p> <p>Procédure</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre rendez-vous avec le service de police local, puis se présente au poste avec deux pièces d'identité, dont une avec photo; - Faire prélever les empreintes digitales; - Récupérez le formulaire Identification dactyloscopique aux fins de l'identification seulement (GRC C-216C) sur lequel sont imprimées les empreintes digitales; - Faire parvenir (par la poste) à la firme accréditée par la GRC de son choix, le formulaire ainsi que le paiement des frais inhérents (communiquer avec la firme accréditée choisie afin de connaître ses tarifs). <p>Liste des firmes accréditées par la GRC http://www.sq.gouv.qc.ca/services-en-ligne/verification-casier-judiciaire/documents/tableau-listes-firmes-grc.pdf</p>	Les firmes accréditées par la GRC réclament entre 45 \$ et 80 \$ environ selon le service demandé (ce montant comprend le 25 \$ exigé par le Receveur général du Canada via la GRC).	<ul style="list-style-type: none"> - 5 à 7 jours, si pas de casier judiciaire; - 45 à 120 jours, dans les autres cas.

* Informations sujettes à changement.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT SUR CARTE DE CRÉDIT

1. Coordonnées de la personne qui acquitte les frais

Prénom : _____ Nom : _____ Code : _____

2. Montants payables

En vertu de l'article 46 du *Code des professions*, tout requérant doit inclure à sa demande le montant des cotisations exigibles pour l'année courante, de même que les autres sommes dont il est redevable à l'Ordre, sous réserve des dispositions prévues aux *Règles de procédure*. En conformité avec la grille de tarification adoptée par le Conseil d'administration, le requérant doit joindre à sa requête les montants requis en paiement des frais d'ouverture de son dossier. Par ailleurs, si une audition devant le CCEPN s'avère nécessaire, une somme additionnelle devra être transmise à la Chambre des notaires du Québec.

<input type="checkbox"/> Frais de dossier (1 207,24 \$)	<input type="checkbox"/> Sommes dues _____ \$
<input type="checkbox"/> Frais d'audition (1 724,63 \$)	<input type="checkbox"/> Frais et/ou amendes disciplinaires _____ \$
<input type="checkbox"/> Cotisations pour l'année en cours _____ \$	<input type="checkbox"/> Indemnisation _____ \$
<input type="checkbox"/> Frais d'arbitrage _____ \$	<input type="checkbox"/> Autres _____ \$
Total : _____ \$	

3. Autorisation de prélèvement sur la carte de crédit

J'autorise la Chambre des notaires du Québec à prélever un montant unique sur ma carte de crédit pour les transactions d'affaires identifiées ci-dessus.

4. Renseignements sur la carte de crédit

Mastercard Visa Nom du titulaire de la carte : _____

Numéro de la carte de crédit : _____

Date d'expiration : ____/____ (mois/année) Code de sécurité (chiffres à l'endos de votre carte) : _____

Signature : _____

Signer et transmettre l'original à l'Ordre par courrier :

Chambre des notaires du Québec
Direction Secrétariat et services juridiques
101-2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514-879-1793 ou 1-800-263-1793, poste 5923

À l'usage de l'administration

Dossier : _____ Séance : _____